



Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté - N° 402- 7 mars 2022

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes).

Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Blog : <http://marchemondialedesfemmesfrance.org/>

Facebook : www.facebook.com/marchemondialedesfemmes2015

SPÉCIAL 8 MARS

GARE DU NORD
13^h
FEMMES DE TOUS LES PAYS UNISSONS NOUS !

14^h
MANIF

RÉPUBLIQUE
FEMMES SANS PAPIERS, LES PLUS EXPLOITÉES, RÉGULARISEZ !
UN LOGEMENT DÉCENT POUR TOU.TES !
TRAVAILLEUSES DU SOCIAL EN LUTTE !

LYCÉE VOLTAIRE
DES FILLES DANS LES SCIENCES !
BLANQUER DÉMISSION
AESH EN LUTTE

PÈRE LACHAISE
FEMME AUX FEMMES VICTIMES DE FÉMINICIDES

HÔPITAL TENON
REVALORISATION POUR LES SOIGNANT.E.S
DES MOYENS POUR L'HÔPITAL PUBLIC
UN CENTRE D'IVG PAR HÔPITAL
STOP AUX VIOLENCES OBSTÉTRICALES ET GYNÉCOLOGIQUES, DARAI SUSPENSION

GRÈVE FÉMINISTE
DÉFERLANTE POUR L'ÉGALITÉ
8 MARS 2022

grevefeministe.fr | 8marsgrevefeministe | grevefeministe8mars | greve_feministe

#GreveFeministe
#8mars
#DeferlanteFeministe

GRÈVE FÉMINISTE
DÉFERLANTE POUR L'ÉGALITÉ
8 MARS 2022

Tous les renseignements sur <https://www.grevefeministe.fr/>

SOMMAIRE

- 1 - FEMINIST ASYLUM : Pour la reconnaissance effective des motifs d'asile spécifiques aux femmes, aux filles et aux personnes LGBTQA - Page 2
 - 2 - + APPEL à la société civile et aux autorités politiques européennes - Page 3
 - 3 - 8 mars : Déclaration de la Marche Mondiale des Femmes France et Occitanie - Page 3
 - 4 - Ensemble, grève féministe le 8 mars - Appel national unitaire - Page 4
 - 5 - Féministes toujours en colère contre le système patriarcal, le #8mars, On Arrête toutes
 - 6 - Mais qui a peur de l'autonomie des femmes ? - Maison des Femmes de Paris - Page 7
 - 7 - Pour que ce 8 mars soit une grande déferlande, grève féministe ! - Solidaires - Page 8
 - 8 - Le 8 mars à 15h40, en grève pour dire stop aux inégalités salariales - CGT - Page 9
 - 9 - Le 8 mars pour l'égalité, le 17 mars pour les salaires ! On sera là - FSU - Page 10
 - 10 - Les femmes se lèvent en France à l'approche du 8 mars - Peoples Health Dispatch - P11
 - 11 - 8 mars déclaré jour férié au Rojava -<https://kurdistan-au-feminin.fr/> - Page 12
-

1 - FEMINIST ASYLUM : Pour la reconnaissance effective des motifs d'asile spécifiques aux femmes, aux filles et aux personnes LGBTQA

A l'occasion du 8 mars 2022, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, une centaine de personnalités du monde politique, associatif, artistique et sportif lancent un appel de soutien à la pétition féministe européenne pour une reconnaissance effective des motifs d'asile propres aux femmes, filles et personnes LGBTQIA+ ayant subi des violences liées à leur genre. Parmi les signataires, on retrouve entre autres Silvia Federici (Italie), Sofia Bekatorou, double médaillée olympique (or et bronze) et initiatrice du mouvement #Me-too en Grèce, Eric Toussaint (Belgique), Ariane Ascaride et Robert Guédiguian (France), Madeleine Mawamba et Adam Broomberg (Allemagne), Pinar Selek (Turquie), José Maria Gonzales/Kichi (Espagne), Ada Sousa (Portugal), Stefan Zgliczynski (Pologne), Joan Collins (Irlande), Rina Nissim et Jean Ziegler (Suisse).

Lancée le 11 novembre 2021 par la Coalition Feminist Asylum, cette pétition est à présent soutenue par plus de 250 organisations, dont la Marche Mondiale des Femmes, la Fédération Internationale pour les Droits Humains, Médecins du Monde, la European Association of Lawyers for Democracy and World Human Rights, le CADTM, le Comité pour le Forum Civique Européen et le Parti de la Gauche européenne.

Les signataires de l'appel, publié ce 8 mars 2022, dénoncent «les drames qui se déroulent dans la Méditerranée et à nos frontières. Ces drames révèlent les failles de la politique d'asile et ne peuvent rester sans réponse ». Ils appellent les autorités politiques de l'Union européenne et des pays de l'espace Schengen à respecter les engagements internationaux qu'elles ont ratifiés pour protéger les personnes.

Aux raisons qu'ont les gens de fuir leur pays et de chercher refuge en Europe pour reconstruire leur vie, s'ajoutent pour les femmes des raisons qui sont un produit direct du patriarcat, telles le mariage forcé, les traites humaines, les mutilations génitales ou les menaces de mort à l'encontre des personnes qui s'écartent de la norme hétérosexuelle. Sur la route de l'exil, de nouvelles violences les accablent : emprisonnement, séquestration, viols à répétitions, rapt d'enfants. A leur arrivée en Europe, de nouveaux obstacles attendent celles qui ne sont pas mortes en route, au lieu d'un accueil qui leur permette de reconstruire leur vie et de se soigner. Loin d'obtenir l'asile et de bénéficier de toutes les mesures de protection et de soins dont elles ont besoin, elles sont exposées à de nouvelles violences, à des conditions de vie et à des traitements inhumains qui ne tiennent pas compte des obligations énoncées notamment dans les articles 59-61 de la Convention d'Istanbul.

En dépit des engagements pris par la grande majorité des pays d'Europe et par les gouvernements de l'espace Schengen au travers de plusieurs conventions internationales, dont la Convention d'Istanbul, aucun des pays d'Europe ne protège véritablement les personnes vulnérables en leur accordant le droit d'asile lorsqu'elles ont vécu des violences liées à l'identité de genre. Il est urgent que cela change !

www.feministasylum.org

2 - + APPEL à la société civile et aux autorités politiques européennes

Nous ne fermons pas les yeux : Les drames qui se déroulent dans la Méditerranée et à nos frontières ne peuvent pas rester sans réponse. Ces drames révèlent les failles de la politique d'asile européenne. Dans leurs parcours de fuite, les femmes, les filles et les personnes lgbtqi+ sont particulièrement exposées. Pour que les violences sexuelles et sexistes subies dans les pays d'origine ou sur les routes de l'exil soient prises en compte dans la politique d'asile, nous sommes signataires de la requête lancée par la coalition Feminist Asylum.

Nous appelons les autorités politiques européennes et les gouvernements de l'espace Schengen à la construction d'une Europe sans répression, sans morts, sans violence. Toutes les conventions signées, dont la Convention d'Istanbul, doivent s'appliquer aux femmes migrantes conformément aux engagements pris! Nous invitons la société civile à élargir le cercle des signataires de la pétition. Vite !

Le silence des morts est insupportable

3 - 8 mars : Déclaration de la Marche Mondiale des Femmes France et Occitanie

Le quinquennat qui s'achève devait réaliser l'égalité entre les femmes et les hommes et permettre « de faire de notre société une société plus égalitaire, plus juste ». Des intentions sans moyens !

Nous sommes trop souvent victimes de multiples formes de violences : féminicides, viols, violences conjugales, agressions et discriminations racistes, lesbophobie, violences et harcèlements sexistes au travail, dans la rue, violences du système prostitutionnel.

Nous sommes touchées par les inégalités de salaire et de retraite, nous subissons en priorité le temps partiel et la précarité.

Nous assumons majoritairement les tâches domestiques et familiales, nous sommes minoritaires dans les postes de responsabilité politique, économique et culturelle.

Nous devons être chaque jour plus fortes pour construire une autre économie.

Nous réclamons justice et moyens pour que cela cesse vraiment !

Nous exigeons en priorité :

- Le maintien dans son logement dès qu'une femme a déposé plainte pour violence du conjoint
- L'écoute sans suspicion de mensonge, lors du dépôt de plainte, en instaurant pour cela une formation spécifique des policier·es chargé·es de l'accueil des citoyennes
- Une amélioration des lieux d'accueil et d'accompagnement des femmes victimes de ces violences
- Un revenu minimum garanti, pour les femmes précaires, pour vivre dignement et en sécurité
- La liberté pour toutes les femmes d'interrompre leur grossesse dans les meilleures conditions.

L'Europe doit trouver les moyens diplomatiques d'éviter les guerres, comme en Afghanistan, en Ukraine, en Syrie ou ailleurs. Nous, les femmes, nous voulons participer à développer la culture de la paix et aux négociations afin d'éradiquer les guerres.

L'Europe doit porter une politique d'asile qui reconnaisse effectivement des motifs d'asile propres aux femmes qui subissent dans leur pays les violences sexuelles et sexistes (notamment les violences domestiques, l'exploitation sexuelle, le mariage forcé, les mutilations génitales, la traite, les législations discriminatoires, la répudiation, la privation de leurs enfants).

L'Europe doit mettre en place une instance de surveillance européenne assurant l'application effective de la Convention d'Istanbul et de la Convention sur la lutte contre la traite des êtres humains.

Pétition féministe européenne : www.feministasylum.org

4 - Ensemble, grève féministe le 8 mars - Appel national unitaire

La prise de conscience et les mobilisations féministes grandissent et font bouger les lignes partout dans le monde. Nous sommes debout, nous voulons décider de nos vies. Nous voulons l'égalité.

Nous voulons être reconnues dans nos métiers, bien payées, à égalité avec les hommes au travail !

Avec la crise sanitaire, les femmes sont toujours en première ligne, mal payées, majoritaires dans des métiers essentiels (soins, santé, services publics). Nous sommes touchées de plein fouet par la précarité, les bas salaires et le temps partiel subi. Notre travail est déconsidéré et invisibilisé. Aides à domicile, assistantes d'élèves en situation de handicap (AESH), enseignantes, soignantes, travailleuses sociales... Les grèves se multiplient dans les métiers féminisés. Faisons converger ces luttes le 8 mars pour imposer des revalorisations salariales, des emplois stables et durables et des perspectives de carrière ambitieuses !

Les femmes immigrées ou sans papiers sont surexploitées, peu reconnues socialement et peu susceptibles d'évoluer dans leurs emplois. Nous voulons qu'elles soient régularisées !

Nous voulons vivre dans une société sans violence sexiste et sexuelle ! Nous voulons être libres de nos choix sur nos corps !

#MeToo, notre mobilisation par-tout dans le monde bouscule les rapports de domination et met à mal le patriarcat. Nous refusons les violences sexistes et sexuelles que ce soit dans les bars (#Balance- TonBar), dans nos couples ou nos familles (#MeTooInceste), dans la santé (#StopVog, Stop violences obstétricales et gynécologiques), dans notre travail, les lieux scolaires universitaires (#metoofac), dans les fédérations sportives, la culture (#metootheratre), le journalisme, la politique (#metoopolitique).

Les femmes handicapées sont pénalisées par le manque de soins et freinées dans leur choix d'autodétermination de leur sexualité ou dans la possibilité de mettre au monde des enfants. Elles subissent d'autant plus les violences sexistes et sexuelles qu'elles soient d'ordre privé, institutionnel, médical ou économique (le versement de l'allocation d'adulte handicapé.e dépend des revenus du conjoint).

Nous dénonçons l'élection à la présidence du parlement européen d'une parlementaire anti-avortement et nous exigeons que le droit à l'IVG entre dans la charte des droits fondamentaux. En France, l'allongement du délai pour avorter doit enfin être voté, plus question d'être obligée de partir à l'étranger !

L'éducation non sexiste, la lutte contre les stéréotypes dans les manuels scolaires, contre le cyberharcèlement doivent enfin être effectives ! L'orientation ne doit plus être genrée, personne ne doit contrôler nos corps et la façon dont nous nous habillons !

Nous voulons avoir du temps pour nous, nous en avons assez d'assurer toutes les tâches à la maison, parce que c'est l'égalité et que nous le valons bien !

Nous refusons d'être les variables d'ajustement, celles qui sacrifient leur travail, qui enchaînent les doubles journées avec le ménage, les courses, la cuisine, etc. pour pallier les déficits de services publics et prendre soin des enfants ou des personnes dépendantes.

Comble du mépris : notre travail est si dévalorisé que deux ans après le début de la crise sanitaire, le pouvoir fait toujours comme si on pouvait télétravailler tout en gardant les enfants ! Nous voulons une réduction du temps de travail pour toutes et tous, allongement du congé maternité et du congé paternité et d'accueil de l'enfant, nous voulons une meilleure rémunération du congé parental pour qu'il soit plus partagé, nous voulons un vrai service public de prise en charge de la petite enfance et de la dépendance !

Le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, nous ferons la grève féministe partout dans le monde pour :

- Affirmer notre solidarité avec les femmes du monde entier qui subissent la répression, la négation de leurs droits, à commencer par nos sœurs d'Afghanistan, violemment réprimées par les talibans et abandonnées par les pays occidentaux

- Exiger des moyens pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles, sachant que pour les seules violences conjugales, le Conseil Economique Social et Environnemental estime à 1 milliard l'investissement nécessaire. Afin de prévenir toutes les formes de violence, il est indispensable d'accompagner et protéger les victimes, de former toutes les personnes qui travaillent à leurs côtés, de sanctionner les agresseurs, de faire appliquer les lois existantes et de compléter la législation.

- Exiger l'égalité salariale et professionnelle et dénoncer le fait que les femmes sont toujours payées un quart en moins. En France, c'est comme si nous arrêtions d'être payées chaque jour à partir de 15h40

- Revendiquer la revalorisation des métiers féminisés, la fin de la précarité et des temps partiels et l'application de la loi qui - depuis 50 ans ! - prévoit un salaire égal pour un travail de valeur égale ;

- Obtenir le rattrapage des pensions des femmes retraitées qui sont inférieures de 40% à celles des hommes ;

- Exiger un investissement financier et un recrutement massif dans les services publics, notamment dans les secteurs du soin, du lien et de l'éducation pour socialiser les tâches domestiques ! ;

- Développer une éducation féministe et égalitaire qui lutte enfin contre les stéréotypes et les violences et qui donne à tou.te.s la possibilité de réussir leur parcours scolaire et professionnel ;

- Exiger l'allongement des délais pour l'IVG et l'accès sur l'ensemble du territoire à des centres IVG

Ce 8 mars, nous serons à la veille des élections présidentielles.

Le gouvernement et le patronat bloquent toute avancée et multi- plient le féminisme washing. Pire, la réaction masculiniste s'organise relayée par l'extrême droite qui revendique un discours sexiste, raciste et LGBTophobe. Partout dans le monde, la première chose que font ces partis réactionnaires quand ils arrivent au pouvoir, c'est de remettre en cause les droits fondamentaux des femmes.

Alors que la « grande cause » d'Emmanuel Macron s'est avérée une vaste opération d'enfumage, que les idées misogynes relèvent la tête, nous donnons rendez-vous à toutes les femmes, à tous et toutes les féministes.

Le 8 mars, on s'arrête tout.e.s. On se met en grève. Plus de bla bla, plus de promesses sans lendemain, des actes. Ne nous libérez pas, on s'en charge !

Action Aid Peuples Solidaires, Appel Femmes Debout, Assemblée des Femmes, Association Nationale des Etudes Féministes (ANEF), APEL- Égalité, ATTAC, Chiennes de garde, CGT, Collectif National pour les Droits des Femmes, Collectif Féministe Contre le Viol (CFCV), CFD syndicale afghane, Collectif Tenon, Collectif bas les masques, Les Effrontées, Émission Remue Ménage féministe, Enfants d'Afghanistan, la FAGE, Féministes Tunisiennes, Femmes Egalité, Femmes Solidaires, Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir - FDFA, Fffrac, FIDL, Fond pour les Femmes en Méditerranée, Fondation Copernic, FSU, Hero.ines 95, Latir Por Mexico, Las Rojas, Les Rosies, Ligue des Femmes Iraniennes pour la Démocratie-LFID, Maison des femmes de Paris, Maison des Femmes Thérèse Clerc Montreuil, Marche Mondiale des Femmes France, Mariachi au féminin ArrieraSomos, Mémoire Traumatique et Victimologie, Mouvement Femen, Mouvement des femmes kurdes en France (TJK-F), Negar-soutien aux femmes afghanes, Nous Toutes, NUAWÉ, Osez le féminisme, Planning Familial, Plus jamais ça, RajFire, Réseau Féministe « Ruptures », Solidaires, Stop Violences Obstétricales et Gynécologiques, SKB, UNEF, Union Nationale des Familles de Femicides (UNFF), Union citoyenne pour la liberté, Urgences Afghanes.

Soutien des partis politiques : EELV, Ensemble !, France Insoumise, Génération.s, NPA, Parti de Gauche, PCF, Parti Communiste des Ouvriers de France, Parti Socialiste, Place Publique, Union Communiste Libertaire

5 - Féministes toujours en colère contre le système patriarcal, le #8mars, On Arrête toutes

Il n'y a aucune volonté politique du gouvernement et pas de moyens suffisants pour lutter contre les violences à l'encontre des femmes malgré toutes les mobilisations féministes. Pire les institutions police et justice restent dominées par des attitudes machistes.

Le partage des tâches domestiques est toujours aussi inégal!

Pas de réelle revalorisation des métiers féminisés dans les secteurs de la santé et du soin, de la dépendance, du ménage, de la grande distribution, de l'éducation, pourtant essentiels à la vie de chacune et chacun.

Inégalités salariales et professionnelles maintenues, sous traitance accrue

Vote d'une loi sur l'assurance chômage qui appauvrit un peu plus une partie de la population déjà fortement précarisée par la crise, en majorité des femmes

Casse des services publics qui prive d'accès aux droits sociaux tels que la santé, l'éducation, le logement de plus en plus de femmes et d'enfants.

Politique déshumanisante et violente contre les exilées, les sans papiers-es et les mineur-es isolé. es.

Alors que les plus riches se sont enrichis pendant la pandémie, le gouvernement n'a pris aucune mesure économique et sociale d'envergure pour protéger les personnes les plus touché-e-s par la pandémie et la précarité, notamment les femmes et les enfants, ce dans un contexte d'une augmentation très forte du coût de la vie.

Face à cette situation, les femmes résistent, se mobilisent et obtiennent des avancées et/ou des victoires dans le secteur de l'hôtellerie, de l'éducation, des collectivités territoriales de la santé, de la grande distribution etc..

Au Parlement européen, nous avons assisté à un honteux marchandage de postes entre les partis majoritaires qui ont validé la nomination d'une présidente opposée à l'IVG.

Des raisons d'être en colère nous en avons encore des dizaines, des centaines !

Le 8 mars on arrête toutes!

Pour exiger une autre politique nous ferons la grève féministe !

Pour en finir avec ces politiques patriarcales, pour exiger des mesures immédiates à la hauteur des enjeux.

Nous manifesterons aussi contre l'extrême droite misogyne et sexiste. 8 mars 2022

La grève féministe est internationale et nous manifesterons notre solidarité avec les femmes du monde entier, en premier lieu les Ukrainiennes. Halte à l'invasion de l'Ukraine par les troupes russes !

Les femmes sont les premières touchées par les guerres, les politiques économiques imposées par les pays riches et par les États réactionnaires qui imposent leur dictat sur la vie des femmes.

Construisons ensemble une déferlante féministe le 8 mars partout en France.

En région parisienne, la manifestation unitaire partira de gare du Nord à 14h, précédé d'un rassemblement à 13h au même endroit, pour marquer notre solidarité avec les femmes du monde entier.

6 - Mais qui a peur de l'autonomie des femmes ? - Maison des Femmes de Paris

En cette période de crise sanitaire, le travail de beaucoup de femmes est invisibilisé et très mal rémunéré, alors qu'il est plus que jamais essentiel pour la société...

Des luttes intersectionnelles victorieuses

Plusieurs victoires de travailleuses en lutte ont eu lieu cette année.

- Dans la sous-traitance, celle des femmes de chambre de la société STN à l'hôtel Ibis Batignolles, après 22 mois de grève, de juillet 2019 à mai 2021. Celle des femmes de ménage de la société Arc-en-ciel, qui ont fait grève une semaine en septembre 2021 à l'université de Jussieu. (Toutefois, le protocole de fin de grève ici n'a pas été respecté, un délégué syndical a été licencié depuis). Ces grèves récurrentes depuis plus de 20 ans posent la question de l'arrêt de la sous-traitance et de l'intégration chez le donneur d'ordre pour les femmes immigrées et racisées.

- Le collectif *La force invisible des aides à domicile* s'est constitué en juin 2020. Plusieurs grèves de salariées d'organismes du secteur ont mis au premier plan de l'actualité la nécessité d'améliorer les contrats et de revaloriser les salaires.

- Dans l'éducation, plus de 100 000 AESH revendiquent la création d'un statut de la fonction publique, une revalorisation des volumes horaires et des salaires, des recrutements, la suppression des PIAL qui obligent à travailler dans plusieurs établissements. Des avancées ont eu lieu mais sont loin de suffire.

Toutes ces travailleuses courageuses nous montrent le chemin que les femmes doivent emprunter pour conquérir leur autonomie matérielle et financière.

Les femmes, cibles de la réforme de l'assurance chômage

La récente réforme de l'assurance chômage (loi Pénicaud du 05/09/2018, décrets du 26/07/2019 et du 30/03/2021), que le gouvernement a fait passer en force, à la faveur d'une prétendue « embellie » de la situation économique, va encore aggraver la dévalorisation des emplois pour de nombreuses femmes. Les personnes qui travaillent en emploi discontinu sont en effet visées par cette réforme, qui a durci les conditions d'ouverture des droits à des allocations chômage et a modifié à la baisse le mode de calcul du montant des allocations. Or, la majorité des salariés travaillant en contrats courts sont des femmes ; de plus, celles-ci cumulent souvent les désavantages de contrats précaires, d'horaires à temps partiel et de bas salaires...

Le régime d'assurance chômage n'indemnisait déjà, avant la réforme, que 42 % des demandeurs d'emploi inscrits - 50 % en tenant compte de l'ASS, allocation de 490 euros financée par l'État. Elle n'en indemniserait désormais que 30 %. Les indemnités de chômage étaient en 2019 d'un montant mensuel net moyen de 955 € (845 € pour les femmes et 1080 € pour les hommes - soit 22 % en moins pour les femmes). Elles sont abaissées en moyenne de 17 % pour plus d'un million de chômeurs-ses et jusqu'à 43 % pour une partie d'entre eux.

Même pour les chômeurs-ses indemnisé-e-s, l'assurance chômage n'assure pas un revenu de remplacement décent, car il n'existe pas de montant minimal de l'allocation

journalière et les personnes ayant travaillé à temps partiel voient leur allocation calculée en proportion de la quotité du temps partiel. Ce qui revient à faire comme si ces personnes étaient responsables de la précarité de leurs contrats et de leurs faibles horaires...

Deux millions de personnes sont bénéficiaires du RSA, dont une majorité de femmes. Etant donné la nouvelle réforme de l'assurance chômage, des milliers de femmes supplémentaires vont se retrouver dans les minima sociaux, et certaines sans aucune allocation - si les ressources de leur foyer sont au-dessus du plafond du RSA.

Déconjugaliser les allocations de minima sociaux

Actuellement, une famille sur 4 est monoparentale, avec une femme à sa tête dans plus de 80 % des cas. Plusieurs millions de femmes et d'enfants vivent sous le seuil de pauvreté et les séparations sont très difficiles, faute d'accès à un logement et à un revenu. Les violences familiales n'ont fait que redoubler depuis quelques années. Le refus de déconjugaliser les allocations de minima sociaux (dont l'AAH) malgré les protestations de nombreuses associations, enferme des milliers de femmes dans un statut de mineures, car elles n'ont pas droit à des allocations dès lors que le conjoint gagne plus d'un certain montant (847 euros pour le RSA, 1634 euros pour l'AAH - pour un couple sans enfant).

Tout ceci traduit la crainte du patronat et des gouvernants d'une désagrégation de la famille - alors que cette dernière est au fondement de l'ordre patriarcal. Mais qui est, en réalité, responsable de la « crise de la famille », alors que la flexibilité, la précarité et la mobilité contraintes, ne permettent pas d'articuler vie familiale et vie professionnelle ? L'accès à l'autonomie des femmes fait peur, car c'est un élément favorable à l'émancipation de la classe laborieuse et à l'affirmation d'un nouveau type de familles, non fondé sur la domination des femmes par les hommes.

Face à une telle situation, nous rappelons les revendications de notre collectif :

- *L'abrogation des lois de destruction du code du travail.*
 - *Des centres d'hébergement pour les femmes en précarité.*
 - *La transformation des emplois précaires en emplois pérennes.*
 - *Une indemnisation de toutes les formes de chômage au moins à hauteur du Smic mensuel net.*
 - *L'attribution des allocations de minima sociaux sur le critère des ressources personnelles.*
- Nous appelons à rejoindre la manifestation du 8 mars 2022 à Paris - départ à 14 H à Gare du Nord.

7 - Pour que ce 8 mars soit une grande déferlande, grève féministe ! - Solidaires

Le 8 mars, c'est la journée internationale de lutte pour les droits des femmes ! Solidaires appelle à la grève féministe, parce que :

Nous voulons être reconnues dans nos métiers, bien payées, obtenir enfin l'égalité salariale et la revalorisation des métiers à prédominance féminine !

Après 50 ans de la première loi sur l'égalité salariale, le compte n'y est toujours pas (19 % d'écart à égalité temps plein, et 27 % si on prend en compte les temps partiels !). L'Index (outil de mesure du gouvernement de ces écarts dans les entreprises) ne s'attaque pas aux causes réelles de ces inégalités et se contente de donner des bonnes notes aux entreprises du CAC 40 ! Les beaux discours de Macron après le premier confinement sont restés lettre morte : une revalorisation salariale et de carrière immédiate pour les métiers les plus féminisés dans la santé, le soin, l'éducation, le nettoyage, le commerce... est urgente et indispensable ! La casse de la fonction publique est délétère pour les femmes : nous exigeons

la fin du recours aux précaires dans la fonction publique et la titularisation des précaires actuel-les (majoritairement des femmes).

Les femmes immigrées ou sans papiers sommes surexploitées, peu reconnues socialement et peu susceptibles d'évoluer dans nos emplois. Solidaires exige leur régularisation !

Nous voulons vivre dans une société sans violence sexiste et sexuelle, nous sentir libres et en sécurité, dans la rue, dans nos foyers, au travail, ou dans les lieux festifs !

Il faut enfin débloquer un milliard, des moyens pour lutter contre toutes les violences sexistes et sexuelles. Le scandale des féminicides doit cesser. La ratification de la convention de l'Organisation Internationale du Travail contre ces violences au travail s'est faite à droits constants, alors que c'était le moment d'accorder de nouveaux droits aux salariées ! C'est la victime qu'il faut protéger au travail, et des formations spécifiques sur ces questions est indispensable !

Nous voulons être libres de nos choix pour nos corps, libres de s'habiller comme on veut, d'avoir des enfants ou pas !

A la place d'une éducation non sexiste partout dans l'enseignement, nous avons eu le droit à une leçon de morale de Macron sur la tenue des collégiennes et lycéennes ! c'est inacceptable ! Des formations sur les stéréotypes et les discriminations doivent être mises en place partout !

Solidaires exige un accès sans entraves à l'avortement en commençant par la réouverture des centres IVG fermés et des moyens pour qu'ils soient accessibles sur tout le territoire, et l'harmonisation des délais légaux pour avorter sur les législations des pays les plus progressistes en Europe.

Les femmes handicapées sont pénalisées par le manque de soins et freinées dans leurs choix d'autodétermination de leur sexualité ou dans la possibilité de mettre au monde des enfants. Elles subissent d'autant plus les violences sexistes et sexuelles qu'elles soient d'ordre privé, institutionnel, médical ou économique. Solidaires exige la déconjugalisation de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), sa revalorisation et des politiques ambitieuses pour une société accessible et inclusive !

Nous refusons les idées de l'extrême droite, sexistes, racistes et LGBTphobes, nous serons toujours là pour les combattre !

Les idéologies d'extrême droite essentialisent les femmes, et ciblent de par leur prisme raciste, les étrangers comme responsables de l'asservissement et des violences faites aux femmes. Nous nous érigerons toutes contre les masculinistes, contre la haine envers les femmes, les étrangers, les personnes LGBTI+ !

Alors, plus que jamais, soyons en grève le 8 mars et dans la rue !

Ne nous libérez pas, on s'en charge !

Rejoignez la déferlante pour l'égalité !

8 - Le 8 mars à 15h40, en grève pour dire stop aux inégalités salariales - CGT

Le 8 mars, la journée internationale des droits des femmes sera une fois de plus l'occasion de descendre dans la rue pour manifester en faveur de l'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes.

Le calcul des inégalités professionnelles montre que l'écart salarial entre les hommes et les femmes est de l'ordre de 25 % en faveur de ces premiers. Précarité, bas salaires, temps partiel subi restent encore et toujours l'apanage des femmes.

Pour que cesse cette situation inique, la CGT lance un préavis de grève le 8 mars. Tout au long de la journée, des actions seront organisées sur tout le territoire pour exiger une réelle

égalité salariale et professionnelle. A 15h40, des débrayages concrétiseront la différence de salaire : 15h40 c'est l'heure où, pour un même travail, les hommes continuent à être payés alors que les femmes commencent à travailler gratuitement.

« La crise sanitaire a mis en exergue la nécessité de métiers précaires exercés majoritairement par les femmes comme les métiers du soin, du lien, de la santé, obligeant le gouvernement à reconnaître ces professions comme essentielles. Mais ces filières sont défavorisées, mal payées, avec une absence de mixité qui entretient les disparités salariales » analyse Céline Verzeletti, secrétaire confédérale CGT.

Particulièrement exposées pendant la crise, ces femmes ont permis la continuité des soins et de l'accès aux différents services. « Cette journée sera l'occasion de rappeler la permanence de nos constats : les femmes sont plus soumises que les hommes au temps partiel subi, leur déroulé de carrière est moins rapide, elles ont des emplois plus précaires. Leur retraite est le reflet de leur carrière hachée, et souvent subie : les inégalités de pension sont encore plus importantes que celles des salaires parce que les carrières féminines cumulent plusieurs handicaps, comme les salaires plus bas et les carrières moins importantes », poursuit Céline Verzeletti.

Si en France, l'arsenal législatif n'a cessé de s'étoffer depuis 1983 et la loi Yvette Roudy, (lois en 2001, 2006, 2011, 2015, 2021), la réalité prouve que l'objectif d'égalité « *travail de valeur égale, salaire égal* » n'est pas encore atteint aujourd'hui.

Pour l'atteindre, la CGT propose notamment de revaloriser les métiers à prédominance féminine (...en particulier ceux du lien et du soin), de supprimer les écarts de rémunération sur l'ensemble des éléments de négociation, d'établir une obligation de résultat et non pas de moyens en sanctionnant les employeurs qui discriminent, de renforcer la présence des femmes dans les institutions représentatives du personnel...

9 - Le 8 mars pour l'égalité, le 17 mars pour les salaires ! On sera là - FSU

Égalité salariale, de carrières et de retraite, nécessaire revalorisation des filières féminisées, lutte contre les violences sexistes et sexuelles, lutte contre les stéréotypes de genre au travail comme dans la société : le syndicalisme a encore beaucoup à conquérir pour que les femmes aient les mêmes droits que les hommes. Le gouvernement actuel en a fait une « grande cause nationale » et les mentalités ont évolué, certes. Mais le sujet est-il pour autant devenu consensuel ? Les mobilisations ne seraient-elles plus nécessaires ? Nous ne le pensons pas, et en tous cas la FSU ne saurait se satisfaire de l'affichage de bonnes intentions ou, par exemple, de l'établissement de simples outils de diagnostic. Le mouvement féministe dont la FSU se revendique vise une transformation radicale de la société au bénéfice de toutes et tous, nous voulons des mesures qui éradiquent les inégalités. Le 8 mars nous devons être nombreuses et nombreux dans la grève féministe et dans toutes les actions prévues pour cette journée internationale de lutte pour les droits des femmes.

La question des salaires et des pensions est centrale car elle dit tout de la manière dont une société reconnaît salarié-es et retraité-es : la revalorisation du point d'indice dans la fonction publique, celle des pensions et de tous les revenus du travail est la première préoccupation de la population. Il s'agit de pouvoir vivre correctement de son travail, tout simplement, or c'est de plus en plus difficile dans le contexte de reprise de l'inflation. Soyons nombreuses et nombreux à le porter par la grève et les manifestations le 17 mars dans le cadre de la journée d'action public - privé.

Remettons la question sociale au cœur des enjeux du moment, exigeons l'égalité, exigeons l'augmentation générale des salaires et des pensions, il est plus que temps !

10 - Les femmes se lèvent en France à l'approche du 8 mars - Peoples Health Dispatch

Une coalition de syndicats et de mouvements populaires en France se prépare à une mobilisation d'un mois reliant la Journée internationale de la femme et la Journée de la santé des peuples

Les travailleuses des secteurs de la santé, des soins et du social en France lancent une campagne à l'approche du 8 mars, Journée internationale des femmes, pour exiger la fin de l'austérité et des violences faites aux femmes. Les confédérations syndicales, l'Union syndicale Solidaires, la Confédération générale du travail (CGT) et la Fédération syndicale unitaire (FSU), ont annoncé une grève dans des secteurs clés pour le 8 mars.

Dans le même temps, les organisations de travailleurs des secteurs sanitaire et social - SUD Santé Sociaux, CGT, et Confédération Française de l'Encadrement - Confédération Générale des Cadres (CFE/CGC), ainsi que l'Association des Médecins Urgentistes de France (AMUF), Collectif Inter-urgences (CIU), Collectif Inter-Hospitalier (CIH), coordination des Comités de défense des hôpitaux de proximité et des maternités, et le collectif " Le Printemps de la Psychiatrie " - ont prolongé l'appel des syndicats pour les revendications spécifiques des femmes dans les secteurs de la santé et de l'action sociale.

Suite à ces appels, les militantes des mouvements féministes, sanitaires et syndicaux des secteurs de la santé et de l'action sociale ont convergé dans une campagne intitulée "Femmes, lève-toi."

La campagne a été lancée le 23 février avec la publication d'une lettre ouverte cosignée par une centaine de femmes travaillant dans le domaine de la santé, des soins et de l'action sociale dans six pays européens. La lettre a également été soutenue par des femmes d'autres secteurs, ainsi que par un certain nombre d'associations et de syndicats. Les organisateurs de la campagne continuent de recueillir en ligne des signatures en faveur de la lettre ouverte, l'objectif étant de réunir au moins 1 000 déclarations de soutien d'ici la Journée internationale de la femme. Une série d'événements publics sont également prévus, tels qu'une Assemblée de la santé des personnes organisée par le Mouvement pour la santé des personnes France à Lille, qui s'est tenue le 24 février, où des militants se sont réunis pour discuter des recoupements entre la santé et la justice de genre.

L'un des principaux objectifs de la campagne "Femmes, levez-vous" est de renforcer les liens entre les mouvements féministes et de santé, et de maintenir la dynamique du 8 mars au moins jusqu'au 7 avril, date à laquelle une autre série de mobilisations aura lieu pour la Journée mondiale de la santé - Journée de la santé des peuples. Selon Corinne Veegaert de PHM France, lier les deux occasions est d'une grande importance pour construire une opposition unie aux politiques d'austérité et de privatisation qui ont miné le système social en France, comme dans le reste du monde, avec de graves conséquences pour les femmes.

Un appel aux femmes insurgées et tenaces du monde entier

S'exprimant lors de la conférence de presse où la pétition a été lancée, Sofia Tzitzikou, pharmacienne et ancienne directrice de l'UNICEF Grèce, a déclaré : "Les femmes sont les principales victimes de l'austérité en Grèce depuis 2010." Selon elle, cela est vrai tant pour les travailleuses de la santé que pour les patientes, car les unes comme les autres ont été exposées aux effets des coupes budgétaires dans le domaine de la santé. Cependant, ce n'est pas seulement à la violence systémique que les femmes en Grèce sont exposées, car la pandémie a conduit à une intensification de la violence sexiste." Ces dernières années, nous avons assisté à des attaques contre pratiquement tout ce qui concerne les femmes", a déclaré Mme Tzitzikou.

Eliane Mandine, membre du collectif Stop aux brevets !, a mentionné l'importance de l'accès aux médicaments pour la population mondiale et a insisté sur la nécessité de lever les brevets sur les technologies de santé, notamment les médicaments, les vaccins et les diagnostics. Laurence Mathioly de SUD Santé Sociaux a rappelé que les femmes représentent plus de 85% des métiers de la santé et de la solidarité et qu'à ce titre, elles demandent à être reconnues en améliorant leurs salaires, leurs conditions de travail et leur vie en dehors du travail.

Stefanie Prezioso, membre de la coalition politique Ensemble à Gauche et élue au Conseil national suisse, a souligné que la pandémie a exacerbé les différences entre les femmes et les hommes. "Cela a beaucoup à voir avec le fait que les femmes constituent une grande partie de la main-d'œuvre essentielle et centrale qui fait vivre notre société. Les travailleurs de première ligne sont épuisés par leurs conditions de travail, et il existe peu de soutien pour eux en dehors du lieu de travail", a-t-elle déclaré.

La montée de l'extrémisme de droite rend encore plus importante la nécessité pour les femmes de tous les mouvements de se donner la main et de se lever, a déclaré Julie Ferrua, infirmière à la confédération syndicale Solidaires. Les tendances conservatrices font du tort aux femmes dans le monde entier, et encore plus en dehors de l'Europe. "C'est pourquoi, lorsque nous ferons grève le 8 mars, nous serons solidaires des femmes de Palestine, d'Afghanistan et d'autres pays, qui font les frais de décisions et de conflits menés par des hommes", a déclaré Mme Ferrua.

Sophia Guerreschi, s'exprimant au nom de la FSU, a souligné que cet appel au soulèvement des femmes est un espace important pour la construction du mouvement des travailleurs en général. "Les travailleuses expriment ce vers quoi tend l'ensemble du mouvement en ce moment. Les travailleurs veulent plus d'investissements dans les services publics. Nous voulons de bonnes politiques climatiques. Essentiellement, nous voulons voir moins de capitalisme et plus de progressisme", a-t-elle déclaré.

Les prochains jours en France seront mis à profit pour élargir la mobilisation pour le 8 mars, notamment à travers une réunion nationale le 28 février et une réunion du Réseau européen contre la marchandisation et la privatisation de la santé et de la protection sociale qui prépare une semaine de mobilisation européenne pour le droit à la santé du 31 mars au 7 avril 2022.

Femmes, soulevons-nous ! Nos luttes, nos revendications ne seront jamais confinées !

11 - 8 mars déclaré jour férié au Rojava -<https://kurdistan-au-feminin.fr/>

L'Administration autonome du Rojava a décrété jour férié le 8 mars, Journée internationale des droits des femmes. C'est une première dans tout le Moyen-Orient qui doit tant au mouvement kurde combattant pour la liberté des femmes et des peuples dans la région.

L'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES) a établi la Journée internationale de la lutte des femmes le 8 mars comme jour férié dans la région. L'amendement nécessaire à la loi est déjà en vigueur, selon un décret présenté samedi par le Conseil exécutif de l'autonomie et le Conseil législatif. Cela signifie que le 8 mars est déjà une journée légale de la femme au Rojava depuis cette année. Les organisations de femmes de la région autonome du nord-est de la Syrie ont exprimé leur satisfaction, car cette fête est réclamée depuis longtemps.

La Journée internationale des droits de femmes promeut l'égalité des droits entre les femmes et les hommes depuis 1911. À l'origine, elle avait lieu le 19 mars - le choix de cette date visait à souligner le caractère révolutionnaire de la Journée de la femme, car la veille était le jour du souvenir de ceux qui sont morts lors de la Révolution de mars 1848. En

attendant, cependant, la Journée de la femme est uniformément célébrée le 8 mars. Ce jour-là, des femmes du monde entier descendent dans la rue pour revendiquer leurs droits. Même si le rôle des femmes dans la société a déjà changé. Il existe encore des problèmes mondiaux d'égalité des droits et cette journée attire l'attention sur ceux-ci.

Dans certains pays, le 8 mars est un jour férié. Il s'agit notamment de l'Angola, de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, du Burkina Faso, de l'Érythrée, de la Géorgie, de la Guinée-Bissau, du Kazakhstan, du Cambodge, du Kirghizistan, de Cuba, du Laos, de Madagascar, de la Moldavie, de la Mongolie, de la Corée du Nord, du Népal, de la Russie, de la Serbie, du Tadjikistan, du Turkménistan, Ouganda, Ukraine, Ouzbékistan, Vietnam et Biélorussie. En Allemagne, ce jour est également un jour férié depuis 2019 - mais uniquement à Berlin.